

Lundi 3 décembre 2018

Pour un Grenelle du pouvoir d'achat et de la transition écologique

Au regard des événements - parfois très violents - qui ont ponctué ce week-end, Villes de France souhaite, tout à la fois, condamner fermement les débordements qui ont eu lieu, assurer les forces de l'ordre de leur total soutien et de leur solidarité sans failles et réclamer un « Grenelle » du pouvoir d'achat et de la transition écologique dans les plus brefs délais. En effet, **les villes moyennes et les intercommunalités que représente Villes de France sont quasiment celles des « Gilets Jaunes »** : elles sont les villes des bassins de vie des territoires ruraux. Elles sont les villes de la France qui exprime aujourd'hui, dans les rues et sur les ronds-points, son désarroi et sa colère.

Les maires des villes dites « moyennes » le sentent lorsqu'ils rencontrent les « Gilets Jaunes » : ce sont des femmes et des hommes au bord de la rupture sociale. Les quelques centimes d'euros d'augmentation du carburant ont, en quelque sorte, été « la pompe qui cachait la forêt », la goutte d'eau de trop dans un flot de difficultés quotidiennes...

Nous, qui sommes maires, nous représentons aussi ces personnes qui sont en première ligne dans la contestation. Nous dialoguons avec elles, nous les écoutons et nous mesurons à quel point le niveau d'acceptation des contraintes sociales et économiques a été atteint pour bon nombre de nos concitoyens.

Nous sommes désormais dans un moment d'incertitude et de chaos dangereux pour notre pays. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire au Premier ministre et il convient de redire encore ce message : avant le temps de la concertation - qui est indispensable - il faut prendre des mesures immédiates en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat des Français.

C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui solennellement au Président de la République qu'il consulte les corps intermédiaires, les maires et les responsables des partis politiques, bien sûr, mais aussi qu'il **décide de l'organisation d'un « Grenelle » du pouvoir d'achat et de la transition écologique**. Un moment de dialogue intense sans aucun tabou pour aboutir à des prises de décision qui vont permettre d'apaiser les tensions extrêmes qui parcourent notre société.

Il faut s'atteler à la mise en œuvre d'une politique audacieuse et innovante qui permettra de dégager des moyens pour que ce ne soit pas les citoyens les moins aisés qui supportent le coût de la transition écologique. Ils n'en ont, de toute façon, pas les moyens. Tout ce qui peut concourir à stopper la baisse du pouvoir d'achat des classes sociales les moins aisées sans pour autant freiner le mouvement irréversible et indispensable de préservation de notre environnement.

Des événements dramatiques se déroulent depuis près de deux semaines partout en France. Il nous revient de saisir ce moment pour réfléchir à la mise en place d'un nouveau modèle social. Un modèle social plus harmonieux, au sein duquel chacun peut trouver sa place.

Nous, maires des villes de France, nous pouvons apporter notre pierre à cet édifice car nous sommes en prise directe avec ce que vivent, au quotidien, les femmes et les hommes qui sont aujourd'hui revêtus de gilets jaunes. Il y a maintenant urgence.

Présidée par Caroline CAYEUX, maire de Beauvais, Villes de France, association d'élus pluraliste dont le président délégué est Jean-François DEBAT, maire de Bourg-en-Bresse, représente et accompagne les villes et agglomérations de taille infra-métropolitaine du territoire national dont elles forment l'armature urbaine. Elle regroupe ainsi près de la moitié de la population française. Villes de France porte l'identité de ces territoires et défend leurs intérêts dans les débats de l'aménagement du territoire. Villes de France informe ses adhérents, réalise les études dont ils ont besoin, organise les événements qui les font connaître, valorise les positions communes sur les sujets majeurs pour la « qualité de ville » : gestion locale, développement économique et attractivité, innovation et enseignement supérieur, commerces et services publics, développement durable et qualité environnementale...